[Prénom][NOM]
[Adresse]
[Code Postal][Ville]
Tél. : 01.23.45.67.89

Maître [Nom de l'avocat]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal][VILLE]
Paris, le 09/11/2026

Objet : Contestation de la note d'honoraires n° [numéro] du [date] (lettre recommandée avec accusé de réception)

Maître,

Vous avez assuré la défense de mes intérêts dans le dossier [description de l'affaire], référencé [référence du dossier] à votre cabinet. J'ai bien reçu, le [date de réception], votre note d'honoraires n° [numéro] d'un montant de [montant facturé] TTC. Après en avoir pris connaissance, je me vois contraint(e) de vous faire part de mon désaccord sur plusieurs points.

La convention d'honoraires que nous avons signée le [date de signature] prévoyait un honoraire forfaitaire de [montant convenu] pour [nature de la prestation], ainsi qu'un taux horaire de [taux horaire] pour les diligences complémentaires. Or, la note qui m'est adressée s'élève à [montant facturé], soit un écart de [différence] que rien, à ma connaissance, ne vient expliquer.

Plusieurs postes appellent par ailleurs des éclaircissements. La ligne [intitulé du poste contesté] ne correspond à aucune prestation portée à ma connaissance, et les frais de [nature des frais] n'avaient été ni annoncés ni acceptés. Je conteste donc ces sommes tant que leur justification ne m'aura pas été apportée.

Je vous demande en conséquence de bien vouloir m'adresser, sous [nombre] jours, un décompte détaillé et chiffré de vos diligences : nature de chaque acte, temps passé, taux horaire appliqué, frais et débours, accompagné des justificatifs correspondants. Ce document est indispensable pour me permettre de vérifier la facturation au regard de nos accords.

Dans cette attente, je vous règle ce jour la somme de [montant non contesté], correspondant à la part des honoraires qui ne fait pas débat, et je vous prie de suspendre tout recouvrement du surplus. Je reste disposé(e) à un échange, à votre cabinet ou par téléphone, afin de trouver une issue amiable à ce différend.

À défaut de réponse satisfaisante dans ce délai, je saisirai le bâtonnier de l'ordre des avocats de [ville] d'une demande en contestation d'honoraires, conformément à la procédure prévue par le décret du 27 novembre 1991.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

[Prénom][NOM]

Signature